

*Initiatives ministérielles*

notre perspective nationale, nos contacts internationaux et notre leadership.

De là, nous pouvons gérer comme un tout nos forêts et en concilier tous les aspects, tant industriels qu'environnementaux ou sociaux. Nous avons conclu avec les provinces des ententes sur l'exploitation des ressources forestières qui ont été pensées en fonction de la coûteuse et pénible transition vers une gestion beaucoup plus intensive des forêts canadiennes. Ces ententes nécessitent une planification et des prévisions à long terme, la production de données très précises, ce qui se fera au moyen de systèmes hautement perfectionnés de relevés géographiques. A ce chapitre, le gouvernement fédéral peut jouer un rôle capital parce que nous ne pouvons pas nous attendre à ce que chaque province possède un satellite de transmission de données ou des installations de télé-détection en haute altitude.

Les ententes sont assorties de principes et d'objectifs. Ceux-ci sont fonction des nouvelles normes de protection de l'environnement, des nouveaux codes de déontologie du domaine et des nouvelles exigences des Canadiens à l'égard de produits forestiers. Bien sûr, toute notre démarche repose sur le principe de ce que l'on appelle maintenant le développement durable.

Plus d'un milliard de dollars ont déjà été dépensés pour la première étape. Des milliers d'emplois gratifiants ont été créés. Savez-vous que nous avons découvert que la sylviculture était en elle-même une activité très intéressante, hautement productive et génératrice de richesse? Des centaines d'entreprises ont été créées au Canada. Des entrepreneurs se sont lancés dans la sylviculture pour des entreprises intégrées et des gouvernements provinciaux.

Les résultats ont été impressionnants: nous avons réussi à améliorer notre inventaire forestier et, ce qui est tout aussi important, à sensibiliser le public et les sociétés aux problèmes de l'environnement, dont nous entendons maintenant parler tous les jours. Comme nous le savons tous, l'environnement est aujourd'hui le souci n° 1 des Canadiens.

Nous en aurons peut-être la preuve ici même, monsieur le Président, dès que je me serai assis. L'opposition ne manquera pas de nous reprocher de ne pas faire davantage, de nous tancer pour n'avoir pas donné plus de

pouvoirs au nouveau ministre des Forêts et elle exigera des dépenses encore plus élevées que prévu à ce chapitre.

Comme je l'ai dit, cela reflète la nouvelle attitude des Canadiens envers les forêts. Je pourrais répondre que je suis enchanté de voir les deux partis de l'opposition s'intéresser enfin aux forêts, mais que cela m'attriste de voir les années perdues parce que les gouvernements qui nous ont précédés ne se souciaient guère du patrimoine le plus précieux du Canada.

Il s'agit peut-être d'une coïncidence mais il reste que, lorsque le ministère a été établi en 1960, on estimait que l'industrie canadienne pourrait doubler sa production en 15 ans, c'est-à-dire de 1960 à 1975. Bien sûr, en bon conservateur qu'il était, M. Diefenbaker faisait des prédictions trop modestes puisque l'industrie a plus que doublé sa production en 15 ans.

La coïncidence ou le fait important est que le Canada connaît aujourd'hui les mêmes possibilités, les mêmes défis et les mêmes perspectives d'avenir. Comme vous le savez, mon ministère vient de publier un rapport qui donne les prévisions jusque pour l'année 2010. On s'attend à ce que la consommation mondiale de pâte à papier augmente de plus de 60 p. 100 au cours des vingt prochaines années. L'industrie forestière canadienne a manifestement la possibilité de doubler sa production de papier et de carton, qui sont des produits à valeur ajoutée élevée. Pour l'année 2010, tout cela est possible pour répondre à l'augmentation prévue de la consommation mondiale.

Eh bien, cela porterait nos seules exportations de papier à bien plus de 30 milliards de dollars par an. C'est absolument spectaculaire, en particulier lorsqu'on considère que notre industrie de produits forestiers entretient déjà un secteur de fabrication, représentant de 30 à 40 milliards de dollars par an, qui contribue plus de 18 milliards de dollars par an à notre balance commerciale.

Pensons seulement à ce fait; si l'on compare le total de nos exportations vers la Grande-Bretagne, nous vendons sept fois plus de produits forestiers aux États-Unis. Nos exportations aux États-Unis à elles seules sont quinze fois plus importantes que toutes nos exportations vers la France, et elles sont à peu près égales au total de toutes les exportations canadiennes dans le reste du monde. Trente pour cent de la pâte à papier et du papier vendus dans le monde entier viennent du Canada ainsi que 22 p. 100 des produits manufacturés de bois massif. Les produits forestiers pris dans leur ensemble constituent